



Arrêté temporaire n°2026-439
Portant réglementation du stationnement et de la circulation

LIVRAISON DE BETON
RUE DU CALVAIRE

Le Maire,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6,

VU le Code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-21-1 et R. 417-10,

VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription,

VU l'arrêté municipal n°84 du 11 avril 2022 portant réglementation générale dans l'agglomération,

VU la demande en date du 11/09/2026 émise par l'entreprise CUBE (8 rue des Dix Huit Acres 76330 PETIVILLE) pour le compte de M. DUMESNIL aux fins d'obtenir un arrêté de réglementation du stationnement et de la circulation,

CONSIDÉRANT que la livraison de béton rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée du stationnement et de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, 12C RUE DU CALVAIRE,

ARRÊTE

Article 1

Le 25/09/2026, de 8h00 à 11h00, les prescriptions suivantes s'appliqueront, RUE DU CALVAIRE, au droit du n°12C :

- La circulation des véhicules sera interdite. Par dérogation, cette disposition ne s'appliquera pas au véhicule de livraison.
- Le stationnement des véhicules sera interdit dans l'emprise de la livraison. Par dérogation, cette disposition ne s'appliquera pas au véhicule de livraison. Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du code de la route et passible de mise en fourrière immédiate ;

Article 2

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, M. DUMESNIL. La signalisation, le balisage et l'éclairage de sécurité, de jour comme de nuit, seront assurés par l'entreprise en charge du chantier.

Article 3

Les infractions au présent arrêté seront relevées dans les formes prévues par les réglementations en vigueur.

Article 4

Mme la Commandante de Police, le Directeur Général des Services et tous agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bolbec, le 11 septembre 2026

Le Maire



Christophe DORÉ

DIFFUSION:

- CUBE
- M. DUMESNIL
- Police Municipale
- Police Nationale
- Centre de Secours
- Caux Seine Agglo
- Commune de Bolbec

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.